

Appendice

L'ASCENSION ET LA CHUTE DE LA « CHINE SOVIÉTIQUE »

La tentative avortée de « République soviétique » au Kiangsi, celle d'une armée rouge en Chine centrale entre 1927 et 1934, faisaient l'objet d'un chapitre séparé dans la première édition anglaise de ce livre, parue en 1938. Supprimé lors de la seconde édition en 1951 ce chapitre est réintroduit ici comme appendice, pour la référence qu'il offre à ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement communiste chinois. Les ouvrages cités dans les notes n'apparaissent pas dans la bibliographie. On les trouvera néanmoins dans le catalogue des matériaux recueillis par Harold Isaacs, et déposés à la bibliothèque de l'Institut Hoover à Stanford.

La guerre de partisans, en Chine, a une tradition qui remonte aussi loin que l'histoire elle-même. En de grandes vagues, s'élevant et déferlant tout au long de vingt siècles d'histoire, les guerres de paysans ont bouleversé périodiquement le pays, renversant les dynasties, sans affecter pour autant les rapports économiques, la routine et l'immobilisme de la société chinoise traditionnelle. Dans les moments les plus intenses de ce processus, les armées paysannes levaient des millions d'hommes à travers tout l'empire, et durant les périodes intermédiaires, périodes de l'ascension ou du déclin des groupes au pouvoir, des bandes de partisans dans des milliers de villages éparpillés continuaient à rejeter les nouvelles contraintes qui s'offraient à la place des anciennes. La société et l'économie chinoise n'en restaient pas moins statiques, bien qu'on ne puisse assimiler l'histoire chinoise à une succession monotone de siècles sans changement. C'est une histoire écrite en lettres de feu et de sang, mais où les

insurrections répétées contre les formes historiques de la servitude n'entamaient pas les conditions historiques de la stagnation, pendant que, de son côté, l'Occident évoluait.

Telles étaient les traditions que la révolution de 1925-1927 faisaient resurgir à la vie en Chine centrale du Sud. Un siècle à peine séparait ceux qui se dressaient pour s'emparer des terres de ceux qui s'étaient levés au côté des Taiping aux cheveux longs; mais cette fois les paysans insurgés de 1926-27 pouvaient espérer réussir là où avaient échoué leurs prédécesseurs. La société volait en éclats sous les coups de la pénétration impérialiste, libérant les éléments d'une nouvelle solution qui n'attendaient plus que d'être assemblés. Les paysans, éparpillés, formant un ensemble sans homogénéité et arriéré, ne pouvaient jouer un rôle indépendant. La bourgeoisie elle-même ne pouvait détruire un système d'exploitation auquel elle était liée. Mais le prolétariat récent cherchait pour son propre compte à modifier les rapports de propriété à la base de la société. Liant leur sort à celui des ouvriers, les paysans, pour la première fois, pouvaient espérer briser le cercle vicieux historique dont ils avaient été si longtemps prisonniers.

C'était précisément l'échec du parti communiste dans cette tâche de regrouper les classes opprimées des villes et des campagnes, et de les unir autour d'un programme révolutionnaire hardi, qui avait ouvert la voie à la contre-révolution. Lorsque le mouvement prolétarien avait été battu, la révolte paysanne s'était retrouvée livrée à elle-même, des milliers de responsables étant morts, victimes de la terreur qui s'était abattue sur les campagnes. Le parti communiste avait perdu, ce qui était encore plus grave, la direction de ce prolétariat urbain qui, seul, pouvait donner à l'insurrection paysanne l'ossature politico-économique avec laquelle les paysans pouvaient entrer en possession de la terre et la contrôler pendant que de nouvelles forces productives se développeraient avec leur concours.

A cause de cet échec, un mouvement, qui avait su unir pour une brève période dix millions de paysans, était anéanti. Des bandes dispersées gagnaient le maquis, formant des groupes de partisans prêts à se joindre aux bataillons et aux régiments Kuomintang qui s'étaient mutinés et avaient trouvé refuge dans les montagnes. Fuyant les villes où ils étaient traqués par les hommes de

main de Chiang Kai-shek, des communistes, quelques ouvriers et beaucoup d'intellectuels gagnèrent la campagne pour se mettre à la tête de ses bandes de partisans. De la fusion de tous ces éléments devaient, en 1928, surgir des « armées rouges » faisant allégeance au parti communiste, quoique en bien des endroits la révolte paysanne continuât à brûler sans aucune participation communiste.

La première, la plus importante de ces armées, fut constituée à Ching kangshan, en pleine montagne, à la frontière du Kiangsi et du Hunan, où s'étaient retrouvés beaucoup des survivants de la « Moisson d'Automne » de 1927. Il y avait là Chu Te, un « retour d'Allemagne », à la tête de deux mille hommes, derniers vestiges de l'armée de Yeh T'ing et de Ho Lung. L'armée Yeh-Ho, rappelons-le, s'était soulevée en août 1927 à Nanchang, avait fait route vers le Kwangtung à travers le Kiangsi, pour finalement être défaite en essayant de prendre Swatow. Avec Chu Te, la plupart des soldats avaient rejoint le district de Hailufeng, dans l'est du Kwangtung, où les paysans s'étaient emparés des terres et s'étaient organisés en soviets. Yeh T'ing était allé à Canton, et avait disparu de la scène politique après l'échec de la Commune; Ho Lung s'était mis en route avec un petit détachement, et était réapparu plus tard à la tête d'une armée de partisans au Hupeh. Lorsque les militaristes de Canton eurent repris Hailufeng, Chu Te et une poignée d'hommes réussirent à gagner les districts du nord de la province et, de là, le Hunan. Ils arrivèrent à Ching kangshan en avril 1928, ayant recruté quelques paysans le long du chemin.

Ils y trouvèrent des détachements paysans du Sud Hunan, plusieurs compagnies de soldats insurgés qui venaient de Wuhan et des garnisons du Yangtze, et des troupes paysannes de l'est du Hunan conduites par le communiste Mao Tse-tung. Mao avait eu la charge du département paysan du Kuomintang à Wuhan, où son action n'avait guère préparé la paysannerie à se heurter à la contre-révolution. Lorsqu'elle s'était abattue il avait dû fuir la catastrophe en rejoignant les districts de Pinkiang et de Liuyang, dans l'est du Hunan, où il avait conduit les soulèvements locaux de la Moisson d'Automne. Après leur échec, il avait emmené ce qui restait de son équipe à Ching kangshan, où il s'était uni à une troupe locale de hors-la-loi, celle des bandits Yüan et Wang. Augmenté des forces de Chu Te, l'ensemble avait pris le nom de

Quatrième Armée Rouge. Chu Te en était le commandant en chef et Mao Tse-tung assumait la direction politique. Les documents officiels du parti faisaient mention de dix mille combattants dont deux mille ayant des fusils¹.

Ces troupes rouges n'étaient pas l'émanation d'un vaste mouvement spontané des masses. Au contraire, elles furent longtemps isolées de la paysannerie des campagnes environnantes, et les comités paysans qui s'étaient organisés avec la guérilla s'effondraient et disparaissaient invariablement dès que l'armée rouge passait son chemin. Durant les mois de cantonnement à Chingsangshan, elle connut de nombreuses défections et de dures épreuves à cause de son isolement. Les maquisards avaient le mal du pays, et les défaites les poussaient souvent à retourner dans leurs villages, les détachements hunanais en particulier. Seule, l'obstination la plus farouche des dirigeants, et la dure morsure de la nécessité parvinrent à maintenir la cohésion de l'armée rouge, surtout lorsque l'hiver tomba et que la puissance de l'encerclement ennemi rendit impossible l'approvisionnement. Au bout d'un an de raids d'une guérilla sans but, de sorties, de replis dans la zone de Ching-kangshan, il fut décidé de rechercher plus au sud une meilleure base. On ne laissait sur place qu'un petit détachement, sous la responsabilité de P'eng Te-huai, pour retarder l'arrivée des troupes provinciales. En janvier 1929, Chu Teh et Mao se mirent en route à la tête d'une colonne de quelques milliers d'hommes, mal armés, affamés et mourant de froid.

Dans la campagne, ils se heurtèrent à l'apathie, sinon à l'hostilité, des paysans. « Les masses n'ont pas du tout compris ce qu'était l'armée rouge », déclarait un rapport du parti. « En plusieurs endroits, elle fut même attaquée comme une bande de hors-la-loi². Après avoir frôlé de près l'anéantissement à Tayü, face aux troupes nationalistes, l'armée rouge se dérouta vers la frontière du Kwangtung parmi des paysans qui avaient été — non une fois, mais trois fois — cruellement induits en erreur par des armées qui arrivaient en faisant claquer leurs bannières révolutionnaires, donnant aux paysans de fausses espérances. « L'armée rouge ne recevait aucun soutien de la part des masses, et il était très difficile de trouver des endroits pour les bivouacs, de réunir des renseignements et de continuer les opérations militaires... Il nous fallut traverser des chaînes de montagne couvertes de neige et de glace, serrés de près par les troupes ennemies. Il y eut des jours où

nous avons couvert des distances de quatre-vingt-dix li (près de quarante-cinq kilomètres). Nos souffrances augmentaient. Nous fûmes battus quatre fois³. »

Vers la mi-février 1929, au moment de la nouvelle année chinoise, l'armée rouge, à bout de forces, tomba sur une division de troupes du Kiangsi, dans une vallée entre Juichin et Ningtu. Les rouges attaquèrent avec l'énergie du désespoir. Leurs munitions une fois brûlées, ils se jetèrent dans le corps à corps à coups de fusils vides, de pierres, de bâtons. L'ennemi fut mis en déroute, et l'armée Chu-Mao gagna un repos passablement nécessaire. Dans ces districts montagneux reculés, ils établirent une nouvelle base, où P'eng Te-huai les rejoignit. Seuls, les plus vigoureux avaient survécu; ils étaient environ deux mille huit cents. Ils se mirent au travail avec les paysans, et lorsqu'ils entreprirent l'éviction des grands propriétaires et la destruction des contrats, baux et actes de toutes sortes, leurs rangs grossirent considérablement. La région occupée prit le nom de « district soviétique central ».

Simultanément, s'organisaient d'autres bases rouges, même avec de plus petits effectifs. Dans le nord-est du Kiangsi, avec le communiste Fang Chih-min à la tête d'une bande de partisans; au Hupeh près du lac Hung Hu, où Ho Lung s'était déjà illustré par des attaques surprises et des marches forcées qui avaient fait de lui un personnage légendaire. A la frontière du Honan et de l'Anhwei, à celle du Hunan et du Kiangsi, en bien d'autres districts montagneux, les rouges implantaient leurs quartiers généraux, formant les éléments, géographiquement séparés, de ce qui allait devenir la « Chine soviétique ».

Ce fut sur ces groupements de partisans, baptisés armées rouges, que le parti communiste aventuriste après la défaite fonda son activité et se persuada de l'imminence « d'une nouvelle vague révolutionnaire ». La direction du parti entrevit le risque d'un revirement de la paysannerie et tenta un moment d'y résister. « Si le danger que représente la mentalité paysanne n'est pas vigoureusement corrigé, la révolution va être liquidée et le parti disparaîtra », mettait en garde le Comité central en novembre 1928, dans une circulaire prophétique⁴. Mais ce genre de mise en garde disparut avec la base urbaine du parti. En octobre 1929, le Comité exécutif de l'Internationale communiste parlait de la guerre paysanne comme de la « particularité de la crise nationale chinoise et de la vague révolutionnaire ». Formellement, ce n'était encore qu'un

« courant annexe »; mais un courant annexe, « le long duquel la gigantesque vague du mouvement révolutionnaire grandirait dans le pays tout entier ⁵ ». Reconnaisant l'impuissance du parti communiste dans les villes *, le Comité exécutif de l'Internationale communiste n'en convenait pas moins qu'on se trouvait au « moment initial de la grande vague révolutionnaire », et il mettait au point un programme d'insurrection destiné à être appliqué par le parti communiste chinois. Alors que le mouvement ouvrier dans les villes connaissait son niveau le plus bas, que l'influence du parti communiste était pratiquement nulle, on en était à considérer les armées de partisans de l'intérieur comme le « facteur déterminant ⁶ » ou la « Force motrice ⁷ » du « Soulèvement révolutionnaire ». Les dernières réserves n'allaient pas tarder à sauter. « Le soulèvement révolutionnaire ne se manifestant pas seulement par un mouvement ouvrier en pleine ascension, mais *essentiellement et fondamentalement* par le mouvement paysan. La révolution agraire est la source de la nouvelle vague révolutionnaire ⁸. »

A cette réserve près que les soi-disant armées rouges, telles qu'elles apparurent en 1928 et 1929, n'étaient pas précisément des troupes paysannes. Ce ne fut que bien plus tard qu'elles parvinrent à se rallier certains paysans dans des districts qu'elles contrôlaient. Elles se composaient principalement de déclassés ne jouant aucun rôle direct dans la production agricole, paysans ayant perdu leurs terres, ouvriers agricoles sans travail, soldats mutinés, hors-la-loi. Pendant près de trois ans, les opérations de guérilla nécessitèrent une grande mobilité, leur interdisant toute base sédentaire. Lorsqu'en 1930 Chen Tu-hsiu **

* « ... L'influence politique et idéologique du parti communiste aussi bien que l'organisation de la classe ouvrière sont encore en retard sur le mécontentement grandissant des masses... la majorité des syndicats rouges n'a pas encore atteint le stade d'organisations de masse... le parti communiste n'a pas encore réuni autour de lui les responsables ouvriers révolutionnaires des usines, pour ne rien dire de la majorité de la classe ouvrière. » Lettre du 26-10-29 du Comité exécutif de l'Internationale communiste au parti communiste chinois (le *Drapeau rouge*, le 15 février 1930).

** Après la conférence du 7 août 1927, qui l'expulsa de la direction, Ch'en Tu-hsiu se retira, alors que le Comintern lui faisait endosser l'entière responsabilité des désastres qui s'étaient abattus sur la révolution. Durant la période d'aventurisme qui suivit, Ch'en écrivit plusieurs lettres au Comité Central, pour s'opposer à la ruineuse politique des soulèvements. En août 1929 il adressa une lettre au Comité Central pour exprimer son opposition à la ligne suivie par le parti, et demandant que l'on réexaminât sa politique. Quelques mois plus tard, il était exclu avec une centaine d'autres militants, on tant qu'opposants. En février 1930, le Comintern le convoqua à Moscou. Il refusa de s'y rendre, demandant que le débat s'instaure véritablement au grand jour, et ne se limite pas à de fausses discussions à l'intérieur du

publia un article prévenant le parti ⁹ que négliger la classe ouvrière et engager des aventures militaires à la tête d'armées de lumpen-prolétaires ne ferait pas avancer la révolution, il fut dénoncé comme ayant fait cause commune avec la contre-révolution. Ch'en emprunta à Engels sa définition du lumpen-prolétariat = « l'écume des éléments en décomposition de toutes les classes ¹⁰ » pour décrire quelques-uns des éléments dominants des troupes de partisans. Et il n'est pas difficile de trouver dans les archives du parti communiste une généreuse confirmation de l'analyse que Ch'en faisait des armées rouges du temps. La lutte fut longue, et pas entièrement couronnée de succès pour le parti, lorsqu'il entreprit de transformer ces troupes en d'authentiques organes de la révolte paysanne.

Le sixième Congrès du parti communiste, en 1928, déplora la tendance qu'avaient les partisans à « piller et à incendier sans but » et eslima que ces agissements « relevaient d'une mentalité de lumpen-prolétaires ¹¹ ». Un autre rapport du parti parlait de « mentalité de bandit de dégénérescence en une existence vouée au meurtre et au pillage », et empruntait même des termes bien plus forts que ceux utilisés par Engels ou Ch'en Tu-hsiu pour décrire quelques-uns des partisans comme des « bandits rouges, brûlant, tuant et volant ¹² ». Un rapporteur du Comité central constatait à regret « que dans bien des groupes de partisans, les idées du lumpen-prolétariat ont subsisté... se traduisant souvent par des incendies, des pillages ou des meurtres inconsidérés ¹³ ». Publiquement, et dans rien moins que la *Pravda*, Mif parlait « d'un large pourcentage de lumpen-prolétaires » dans quelques-unes des armées chinoises ¹⁴.

Le problème, de toute façon, n'était pas le pourcentage précis des lumpen-prolétaires dans les rangs des armées rouges, alors ou plus tard. Ces armées étaient devenues le fer de lance d'une révolte paysanne sur des territoires immenses quoique dispersés; on avait souvent dans

parti. En conséquence, il se solidarisa avec l'opposition de gauche trotskyste qui s'organisait, et en fut — jusqu'en 1932, date de son arrestation par le Kuomintang — une des figures marquantes. Il fut condamné à treize ans d'emprisonnement mais relâché en 1937. Il est mort en 1943. Cf. « Lettre au Comité Central du parti communiste chinois sur les problèmes de la révolution chinoise », 5 août 1929, dans *la révolution chinoise et l'opportunisme* (Shanghai, octobre 1929). *Lettre à tous les camarades du parti communiste chinois* (Shanghai, 10 décembre 1929). Ch'en Tu-hsiu et quatre-vingts autres. *Notre rapport politique* (Shanghai, 15 décembre 1929). « Lettre de Ch'en Tu-hsiu à l'Internationale communiste » *Le Prolétaire* (Shanghai, 1^{er} juillet 1930). « Protestation devant la haute cour du Kiangsu » (20 février 1933).

l'histoire chinoise rencontré de telles armées. Le facteur important, c'était que, de plus en plus, le parti communiste tendait à considérer ces armées comme la base légitime de sa pratique, et à conceptualiser à travers elles son isolement grandissant vis-à-vis des ouvriers des villes. L'opposition trotskyste avait bien vu que la prétendue « hégémonie du prolétariat » sur le mouvement paysan était une duperie, et le resterait tant que le parti serait séparé du prolétariat. Cette hégémonie devint des plus mythiques lorsque la politique putschiste, les tentatives pour contraindre artificiellement les grèves à devenir des manifestations politiques armées, tuèrent dans l'œuf les luttes défensives ouvrières qui faisaient leur réapparition.

La « direction prolétarienne » du mouvement paysan-partisan devait s'exercer au moyen d'un mouvement vivant et non par un mot d'ordre fictif étalé dans la presse du parti. Ce fut sur cette base que l'opposition internationale de gauche (trotskyste) exigea que le parti communiste conserve ses racines dans les villes, et proposa un programme de lutte démocratique et le mot d'ordre de convocation d'une assemblée générale, élue au suffrage universel, comme point de départ pour faire du parti communiste le porte-parole authentique des ouvriers chinois. Seule, la renaissance du mouvement ouvrier sous l'impulsion d'un programme démocratique, déclarait l'opposition en 1930, pourra fournir à la révolte paysanne l'indispensable direction du prolétariat et donner des bases à la collaboration entre ouvriers et paysans dans la marche vers la troisième révolution chinoise¹⁵. L'opposition trotskyste était, de toute façon, trop faible pour avoir la moindre influence. Le parti communiste, jetant ses meilleures forces dans les campagnes, et remplaçant les militants ouvriers en voie de disparition par des paysans, dérivait de plus en plus loin de son travail dans les villes, et pour finir l'abandonna complètement. On considérait que les difficultés économiques constantes du régime nationaliste, et les rivalités militaires qui scindaient le Kuomintang étaient les symptômes suffisants d'une crise révolutionnaire arrivée à maturité; et on en vint à considérer les armées rouges comme l'instrument suffisant pour la faire éclater.

Ayant découvert le « moment initial de la nouvelle vague révolutionnaire » en octobre 1929, le Comintern, en juillet 1930, déclara que « le nouveau soulèvement du mouvement révolutionnaire chinois est devenu un fait

indiscutable ». Par conséquent : « La tâche immédiate du parti communiste chinois est de préparer et de concentrer toutes ses forces sur les méthodes de lutte qui, dans un proche avenir, seront décisives. »

« Ce qui est particulier dans la nouvelle vague révolutionnaire c'est, continuait la résolution, qu'elle comporte, dans sa phase initiale une certaine (!) faiblesse, à savoir que les masses en action ne peuvent dès le début investir les centres industriels... Seule une nouvelle étape des luttes révolutionnaires permettra à la guerre paysanne, dirigée par le prolétariat, d'étendre son contrôle à de nouvelles zones. Une corrélation mutuelle sera bénéfique aux deux côtés. » Dans ce but, il fallait se préoccuper particulièrement de renforcer l'armée rouge afin « qu'à l'avenir, selon les circonstances politiques et militaires, on puisse occuper un ou plusieurs centres politiques ou industriels ¹⁶ ».

Tout en s'entourant, pour ne rien négliger, d'injonctions rédigées avec soin sur la nécessité, en général, d'organiser les ouvriers et les paysans, le Comintern jetait les bases des erreurs fatales qui allaient trouver leur forme la plus grotesque dans la politique de Li Li-san, devenu le chef du parti.

Obnubilé par la mission dont le Comintern l'avait investi, « renverser le pouvoir du bloc des landlords et des bourgeois, établir une dictature des ouvriers et des paysans... multiplier les manifestations et les grèves politiques de masse, étendre la guérilla... et transformer la guerre militariste en une guerre civile de classe ¹⁷ », Li Li-san vit se profiler de tous côtés des soulèvements imminents. Lorsque Chiang Kai-shek et une coalition nordiste, menée par Feng Yü-hsiang, entreprirent une longue et cruelle guerre civile en 1930, Li était bien certain que la terre allait engloûtir le Kuomintang et tous ses généraux. « Préparons-nous à la mise en place du pouvoir révolutionnaire », s'écria-t-il en mars ¹⁸. En juin, son bureau politique adopta une résolution qui voyait les masses « bondir, comme avec des bottes de sept lieues, vers la haute vague révolutionnaire », et appelait à préparer activement un soulèvement à l'échelle nationale. Prenant très au sérieux le babillage de l'Internationale communiste au sujet de la « troisième période » de la crise ultime du capitalisme mondial, Li voyait déjà l'armée russe venir de Mongolie à la rescousse de la révolution chinoise renaissante ¹⁹.

En passant, Li déplorait l'abattement de la classe ouvrière, mais naïvement, il était sûr et certain que les

ouvriers n'attendaient que l'appel du parti pour se lever. Il croyait fermement que la moindre brèche dans la digue nationaliste suffirait à libérer la marée du peuple. « Quand la vague révolutionnaire arrivera, en trois jours, quatre-vingt-dix millions de Chinois seront organisés ²⁰. » Dans la résolution de juin il écrivit : « Depuis longtemps, les masses disent : « Lorsqu'il y aura une insurrection, dites-le-nous, et nous en serons à coup sûr » Maintenant, c'est l'heure de déclarer bravement aux masses : « Le moment de l'insurrection est arrivé. Organisez-vous ²¹. » Il créa ce qu'il appela un Conseil général pour l'action, dans lequel il incorpora le parti, la ligue des jeunesses communistes et les syndicats « rouges ». A Shanghai, il forma une « garde rouge », avec exactement cent soixante-seize ouvriers, pour mettre au point le « quatrième soulèvement ²² ». Il complota à Nankin, en vue d'un soulèvement avec une poignée de soldats, et il donna aux armées rouges l'ordre de marcher sur les villes. « Le but des soulèvements locaux est de s'emparer des cités qui sont à leur portée... Notre perspective doit être de converger vers les grandes villes, afin de rendre la victoire effective dans tout le pays ²³. »

En paroles, le Comintern et Li Li-san reconnaissaient que le prolétariat doit conduire la paysannerie. De longs, et même d'éloquents passages se préoccupaient, dans tous les documents, de cette nécessité de « l'hégémonie prolétarienne ». Malheureusement, le prolétariat devait remettre de l'ordre dans ses rangs et compter ses forces écrasées et émiettées par l'échec de la révolution, et le règne nationaliste qui avait suivi. Le parti communiste essaya de se substituer au prolétariat en tant que classe; mais de toute façon, au cours de ce processus, il était devenu un parti paysan. Puisque la révolution ne pouvait rayonner des villes vers les campagnes, il fallait bien que les campagnes se mobilisent pour assiéger les villes.

C'était avec cette perspective que la cinquième armée rouge se dirigea vers l'ouest, sous la direction de P'eng Te-huai, quittant le Kiangsi pour occuper Changsha, la capitale du Hunan. Li Li-san comptait bien que ce serait le signal d'un vaste soulèvement national dont le centre, à Wuhan, deviendrait la capitale du « gouvernement soviétique central ». Malheureusement, le parti ne disposait à Wuhan que de deux cents militants et de cent cinquante « syndicalistes rouges ²⁴ ». Contrairement à l'attente de Li, l'occupation de Changsha n'eut aucun écho, et il n'y eut pas d'autre soulèvement dans le pays. Les

quatre-vingt-dix millions étaient restés passifs. Les canonniers italiennes, japonaises, britanniques et américaines, après l'évacuation des ressortissants apeurés de ces pays, remontèrent la rivière Siang et pilonnèrent la ville²⁵. L'armée rouge se retira et Ho Chien, le gouverneur du Hunan, se réinstalla en ville avec des troupes fraîches et commença un massacre qui ne devait cesser que sur l'ordre de Nankin, alerté par la Chambre de commerce locale. Cinq mille cadavres jonchaient les rues. Renforcés par les troupes de l'armée Chu-Mao, les Rouges firent une nouvelle tentative en septembre pour forcer la ville; ils durent battre en retraite de nouveau vers les montagnes du Sud-Kiangsi.

L'épisode de Changsha mettait à nu d'un seul coup la faiblesse de la ligne de conduite de l'armée rouge. Les troupes de partisans étaient sevrées de toute relation avec les ouvriers de la ville. Lorsqu'elle pénétra en ville et déclama « le pouvoir des soviets, le pouvoir des ouvriers, des paysans et des soldats²⁶ », les cinq cent mille habitants restèrent impassibles, effrayés ou curieux. Le « Pouvoir des Soviets » n'était qu'un cadeau de l'armée victorieuse; ce n'était pas le résultat de l'action des masses en ville. On admit un peu plus tard que « la liaison entre l'attaque de l'armée rouge et le combat des masses à Changsha avait été insuffisante »²⁷. A un autre niveau, c'était une réédition du fiasco de Canton : « à Changsha, il n'y avait pas de soviets élus d'usine ou de rue²⁸ ». On hissa partout en ville des drapeaux rouges, et l'on convoqua un meeting de masse, où il n'y eut que trois mille participants. Une autre tentative, deux jours plus tard, eut à peine plus de succès²⁹. L'armée, imprégnée de la stratégie de la guérilla — attaquer, saisir, détruire, continuer plus loin — n'envisagea pas l'occupation de Changsha comme une chose permanente : « La position ne fut pas consolidée, aucun pouvoir urbain ne fut organisé³⁰. » Elle se contenta d'imposer la Chambre de commerce de quatre cent mille dollars, que les marchands prirent à la population; et lorsque le bombardement impérialiste commença, elle résista brièvement puis se mit en retraite.

Trois mille ouvriers s'en allèrent avec les rouges; en d'autres termes, ils emportaient le noyau d'un virtuel mouvement ouvrier qui était ainsi arraché aux usines pour être reconverti en unité de soldats partisans, complètement coupée de la ville. Ainsi commencée par l'armée rouge, la destruction de la base objective du mouvement

ouvrier de Changsha fut terminée par Ho Chien et ses tueurs. Tel était le résultat tangible de l'aventure de Changsha.

Des tentatives sporadiques eurent encore lieu, pour encercler Wuhan et pour prendre d'autres villes, sans aucun résultat. En octobre, l'armée rouge occupait Kian, mais là encore devait se contenter de « recruter quelques nouveaux soldats », et envoyait le meilleur de ses troupes à l'assaut de Nanchang et de Kiukiang. « On ne se soucia pas de l'organisation des masses ³¹ » et Kian dut être évacué quelques semaines plus tard.

Les stratèges de Moscou finissaient par concevoir que l'armée rouge pouvait difficilement investir les grandes villes. Au troisième plénum du Comité central, Chou En-lai, revenu de Moscou récemment, conseilla prudemment le repli. « Le Comité central, déclara-t-il, a eu des conceptions mécanistes, s'il a pensé que le gouvernement central (soviétique) devrait s'établir à Wuhan, ou au moins à Changsha ou Nanchang. Effectivement il serait plus profitable de s'établir dans de grandes villes plutôt que dans de petites cités. Mais c'est là une question secondaire. » Il rappela au Comité central que le Comintern avait fixé comme « la première des tâches » de consolider les armées rouges et d'élargir leur base sous-jacente. « Nous devons renforcer les districts soviétiques actuellement dispersés, les lier, les consolider et centraliser la direction des armées rouges, mettre en mouvement des masses plus importantes de la paysannerie, et établir un gouvernement soviétique central se développant vers les cités industrielles. »

Chou démentit vivement que ce repli soit une retraite, ou qu'il y eût la moindre contradiction entre les conseils du Comintern et la politique de Li Li-san. En ce qui concerne les villes, répétait-il, la tâche centrale reste « la préparation active des insurrections armées ». Li n'avait que « surestimé le rythme », fait quelques « erreurs isolées de tactique » ou fait montre de quelques « conceptions mécanistes »; mais il n'en restait pas moins en « accord total avec le Comintern ³² ».

Mais « l'exagération » de Li Li-san dans la ligne du Comintern avait quasiment détruit le parti, et démoralisé ses membres. Il était difficile de préserver en lui le mythe d'une direction infaillible. On sortit la grosse artillerie contre l'infortuné Li Li-san. Toutes les épithètes et les invectives à trait d'union qu'il avait décernées à ses prédécesseurs étaient maintenant utilisées contre lui. Une lettre de

Moscou, le 16 novembre, ordonnait le déclenchement d'une guerre ouverte contre lui dans le parti. Sous la supervision de Mif, Li Li-san fut brusquement déposé. Ce qu'on appelle le quatrième plénum du Comité central se réunit le 7 janvier 1931, et le protégé personnel de Mif, Ch'en Shao-yü, fut élevé à la direction du parti sur un programme de « dévotion inconditionnelle à la ligne de l'Internationale communiste ».

Ces jeunes gens si rapidement promus à la direction du parti communiste étaient tous étudiants à Moscou à l'époque de la révolution; ils y avaient gagné leurs galons en orchestrant la chasse aux sorcières contre les sympathisants trotskystes parmi les étudiants de l'université Sun Yat-sen. Pour les installer, Mif poussa de côté un groupe de vieux membres qui avaient milité, non sans opposition³³, sous la direction de Li Li-san. Un groupe de ces vieux membres du parti et syndicalistes, ainsi que quelques autres plus jeunes dirigés par Ho Meng-hsiung, un vétéran, se rencontrèrent dans un hôtel de Shanghai dans la nuit du 17 janvier pour examiner la situation. Dans des circonstances qui sont encore, quoique discrètement évoquées, un sujet de scandale, cette réunion fut dénoncée à la police britannique de la concession internationale. Ho Meng-hsiung et vingt-quatre autres furent arrêtés, remis aux autorités Kuomintang et exécutés à Lunghwa le 7 février. Les dociles jeunes gens de Mif devinrent les leaders incontestés du parti.

D'autres dirigeants ne gagnèrent le droit de rester dans les rangs du parti qu'en se livrant aux abjurations, aux autocritiques qui étaient déjà un trait caractéristique des méthodes staliniennes, et qui, quelques années plus tard, s'épanouirent dans les « confessions » de vieux bolcheviques, au cours des procès de Moscou. Ch'ü Ch'iu-pai fut obligé de dénoncer son opportunisme pourri et lâche. Chou En-lai se fustigea lui-même : « J'en appelle au parti tout entier pour condamner mes fautes », cria-t-il³⁴. Li Li-san était déjà parti pour Moscou; et, une fois arrivé, dut, à la hâte, rétracter ses péchés. Mêmes les cyniques les plus endurcis de l'appareil du Comintern furent légèrement choqués par l'empressement de son auto-critique. Lors d'une discussion au sein du présidium du Comité exécutif du Comintern, en décembre, Manuïlsky exprima son étonnement : « Si Li Li-san défendait ici ses propres idées et discutait avec nous article par article, alors je serais plus à l'aise. Mais il abandonne si rapidement son point de vue que cela

m'inquiète³⁵ ! » Ch'ü Ch'iu-pai, Chou En-lai, Han Yin, le chef des syndicats, et d'autres se retrouvèrent nommés à d'obscurs postes au Kiangsi. Li Li-san lui-même disparut de la circulation*.

La nouvelle direction avait pour tâche de réduire la désastreuse politique ultra-aventuriste de Li Li-san à une politique aventuriste plus modeste qui tienne compte de la force réelle du parti. Mais il n'était pas question de changements radicaux. Les caractéristiques principales de ce transfert avaient déjà été indiquées par le Comintern dans sa lettre du mois de novembre. « La faiblesse militaire et technique de l'armée rouge ne devait pas être oubliée, de même que la pauvreté de l'armement et des stocks de munitions, ainsi que l'absence d'artillerie, etc. De telles conditions rendaient impossibles la prise des grandes villes, les assauts contre les armées modernes de l'impérialisme et la conquête des grands centres de la Chine. L'expérience qu'avaient été l'occupation de Changsha et l'attaque contre Wuhan avait également démontré que des tâches de ce genre ne pouvaient être menées à bien par l'armée rouge. » Il était nécessaire maintenant « de concentrer les meilleures troupes du parti », d'édifier une « véritable armée rouge ouvrière et paysanne », et d'établir un gouvernement central soviétique dans l'un des districts soviétiques existant, comme base d'une extension future. « Seuls ceux qui n'ont rien à voir avec le bolchevisme sont susceptibles d'interpréter cela comme une politique de recul », disait cette lettre. « Il ne s'agit pas d'une retraite mais d'un assaut. La ligne de l'insurrection est fixée³⁶. »

Mais c'était la retraite, une retraite pour les rêves grandioses de Li Li-san, la nouvelle direction du parti rejeta le mot d'ordre des « soulèvements locaux », et dénonça comme blanquiste la tentative d'organiser des mutineries isolées dans les armées du Kuomintang³⁷. La concentration des « meilleures forces » du parti pour la tâche primordiale du renforcement de l'armée rouge et la création d'un gouvernement central soulignèrent que le transfert

* Ch'ü fut pris dans le Fukien en 1935, et abattu, sur l'ordre direct de Chiang Kai-shek. Han Yin fut pris et, apparemment, subit le même sort. Bien d'autres dirigeants furent également emprisonnés ou tués. Teng Chung-hsia et Lo Tung-hsien, les chefs de la grève de Hong-Kong de 1925, furent exécutés à Nankin en 1933, fidèles jusqu'au poteau d'exécution à la cause du prolétariat. Voir le *China Forum* (Shanghai, numéros des 7 et 30 novembre 1933). Li Li-san resurgit en 1937 à Yen-an, au Shensi, le nouveau centre du parti communiste où il fut présenté à un journaliste de *New Masses* comme un « vieil associé du Dr Sun Yat-sen » (*New Masses*, 12 octobre 1937).

s'était opéré des villes à la campagne, et du prolétariat à la paysannerie. Il n'était même plus tellement question de rassembler les travailleurs des villes avec la paysannerie pour qu'ils guident celle-ci; mais plutôt du contraire : « Chaque grève est un soutien arrière pour les districts soviétiques³⁸. » Les instructions du parti, en juin et en septembre 1931, ne concernaient que les problèmes de l'armée rouge et des districts soviétiques. Là, où, brièvement, il était fait allusion aux mouvements ouvriers des villes, c'était pour le presser de « créer un soutien puissant pour notre armée rouge des ouvriers et des paysans ». La tâche principale des districts « non soviétiques » était « d'intensifier le soutien pour les grandes victoires des armées rouges... et de recruter pour elles des soldats³⁹ ».

Shanghai, Wuhan, Tientsin, Canton et tous les autres centres de la concentration industrielle et prolétarienne étaient devenus « l'arrière » des collines du Sud-Kiangsi. En septembre 1930, cherchant à justifier ses plans pour la prise de Wuhan, dans le but d'en faire la « capitale soviétique », Li Li-san avait déclaré : « Ce serait une plaisanterie d'établir la capitale dans les montagnes⁴⁰. » Mais, c'était précisément dans les montagnes que l'on se rendit, et que l'on resta. Au plus profond des collines du Sud-Kiangsi, dans le village de Juichin, les armées rouges établirent leur capitale; et le 7 novembre 1931, elles y proclamèrent la « République soviétique du Kiangsi », avec formation d'un gouvernement soviétique provisoire.

La « République soviétique chinoise » dans la période 1932-1933, les années de son apogée, consistait en six zones largement séparées, dispersées le long des régions frontières des provinces de la Chine centrale. Wang Ming (alias Ch'en Shao-yü) se targuait à la fin de 1933 du fait que le territoire soviétique couvrait « un quart de la Chine proprement dite ». Le même rapport parlait également et à la fois d'un sixième ou d'un cinquième de la Chine comme du « domaine soviétique stable⁴¹ ». Tout autour du monde, la presse de l'Internationale communiste claironnait que le drapeau des soviets gouvernait cinquante, soixante-dix, quatre-vingts millions de Chinois⁴². Dans un livre qui eut le malheur d'annoncer l'aube de la « Chine soviétique » au moment où le crépuscule tombait, un publiciste du Comintern parlait de quatre-vingt-dix millions⁴³. Les estimations ne concordaient pas mais étaient toutes énormes, et énormément exagérées. La réalité était, de loin, beaucoup plus modeste, et ceux qui avaient affaire

avec elle, et non avec les mythes de la propagande, disaient la vérité plus discrètement.

Parce que les armées rouges et les corps de partisans étaient en grande partie — pour reprendre une expression chinoise — « commel'eau qui coule et les nuages qui passent », le territoire qu'ils occupaient s'agrandissait ou se rétrécissait selon les fortunes de la guerre. A différents moments, l'armée rouge conduite par Chu Te, traversa, sans aucun doute, ou occupa temporairement au moins soixante ou soixante-dix des quatre-vingts comtés du Kiangsi; mais on peut assurer que la zone la plus stable et la plus importante, ce qu'on appelait le district soviétique central, comprit d'une façon plus ou moins permanente, de 1930 à 1934, dix-sept comtés (*hsien*), le long de la frontière du Fukien et du Kiangsi, avec une population totale de trois millions d'habitants. Fréquemment cité par Mao Tse-tung, le président de la « République soviétique », et d'autres porte-parole du parti communiste, le fait était opportunément ignoré par la presse étrangère du Comintern⁴⁴. Les autres districts soviétiques, le long de la frontière du Hupeh et du Hunan, du Hunan et du Kiangsi, du Nord-Kiangsi, du Honan, du Hupeh et de l'Anhui, ainsi que celle du Hupeh, du Hunan et du Kiangsi, étaient tous plus petits, moins stables, et condamnés à se dissoudre sous la pression et les assauts répétés de l'ennemi.

Les armées rouges elles-mêmes ne variaient pas moins en taille et en force; aussi bien dans leur formation plus ou moins régulière que dans le corps auxiliaire des gardes rouges, paysans qui étaient à leur côté durant la guerre civile incessante contre les forces du Kuomintang de Chiang Kai-shek. En 1932, on pouvait estimer, en se fondant sur les sources communistes, que le total de toutes les armées en opération dans les districts atteignait cent cinquante et un mille hommes, dont seulement quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents avaient des fusils⁴⁵. Le même esprit créatif qui, depuis son poste d'observation de Moscou, voyait un quart de la Chine gouverné par les soviets, n'hésitait pas à gonfler l'armée rouge jusqu'à trois cent cinquante mille hommes à la fin de 1923⁴⁶. Malheureusement une guerre civile ne peut se faire, ni surtout être gagnée, par des soldats qui n'existent que sur les registres du Kremlin. Chu Te, certainement l'un des meilleurs chefs militaires de toute l'histoire, était à la tête, en 1932, d'un effectif de quarante mille hommes et, selon les estimations les plus sobres des délégués communistes à Shanghai, il

ne disposa jamais de plus de soixante-dix mille hommes dans les meilleurs jours de la période du Kiangsi; Ho Lung de jamais plus de dix mille hommes. Le reste était encore plus réduit. Tous, bien sûr, étaient aidés par des forces paysannes auxiliaires dont le nombre variait sans cesse; et qui servaient principalement comme éclaireurs ou pour des raids de diversion.

Que ces forces, et le territoire qu'elles tenaient en permanence, aient été en réalité si petits fait ressortir d'autant mieux la qualité de leurs exploits. Dans les annales des guerres paysannes, les armées rouges chinoises en lutte contre des ennemis cinq, six ou sept fois supérieurs en nombre, et mille fois mieux armés, ont écrit les pages les plus brillantes. Durant plus de cinq années les armées rouges gardèrent leur liberté de manœuvre et mirent en échec cinq campagnes successives d'anéantissement. L'incomparable avantage du soutien de la population, une mobilité et une direction supérieure, leur connaissance du terrain, permirent aux rouges de mettre en pièces, division après division, les meilleures troupes de Chiang Kai-shek, et de s'armer avec les fusils pris à l'ennemi. Les mots d'ordre de « la terre aux paysans », et de « libération de la rapacité du régime nationaliste » labourèrent comme des tanks les colonnes des mercenaires de Chiang⁴⁷.

S'émerveillant de l'aide que les rouges recevaient de tous côtés des paysans de la région, un missionnaire, correspondant du *North China Daily News*, trouvait que « c'est vraiment une étrange chose que tant de gens veuillent entreprendre ce qu'ils savent signifier la mort⁴⁸ ». Partout où elles passaient, les armées rouges expulsaient les grands propriétaires, brûlaient les reconnaissances de dettes, les actes et les contrats. Les paysans souffraient de bien des incapacités, mais ils comprenaient que les campagnes du Kuomintang visaient à rendre aux grands propriétaires leur position et leurs terres. Tous les plans pompeux de « réhabilitation » annoncés par Nankin avant chaque campagne ne visaient qu'à cela⁴⁹. Pour y résister les paysans combattaient joyeusement, et mouraient. C'était de l'héroïsme, une grandeur trop simple et trop élémentaire pour qu'un esprit de missionnaire puisse le comprendre. Au lieu de cela, il donnait sa bénédiction aux massacres, aux rapines et à la destruction gratuite que Chiang, perpétrait sur la province pour anéantir la révolte paysanne.

Ho Ying-ch'in, le ministre de la Guerre de Chiang déplorait, en 1931, que les paysans soutiennent les rouges et

rendent difficile l'approvisionnement des armées nationalistes⁵⁰. Chiang Kai-shek déclara à un journaliste japonais, en 1933, que « les forces de répression ne pouvaient tracer une ligne de démarcation entre les bons citoyens et les partisans rouges », et qu'elles finissaient par croire que « l'ennemi se cache partout⁵¹ ». L'histoire des cinq campagnes d'anéantissement est une histoire remplie des plaintes et de la colère des généraux nationalistes, de désertions massives par compagnies, par régiments entiers, de menaces et de reproches de la part des missionnaires et de la presse étrangère des concessions. A la fin, Chiang Kai-shek dut jeter plus d'un demi-million d'hommes dans la bataille, et envoyer une escadrille d'au moins trois cents bombardiers américains, britanniques et italiens, pour exterminer la paysannerie insurgée.

La situation des zones soviétiques, le terrain montagneux, l'absence de routes ou de voies ferrées favorisaient les rouges lorsqu'ils luttaient contre les nationalistes, mais ces mêmes facteurs devinrent des obstacles insurmontables lorsqu'il s'agissait de substituer la lutte économique ou politique à la lutte militaire. Non seulement la « Chine soviétique » était éloignée des grands centres urbains et des principales voies de communication, qui sont le système veineux de la Chine, mais encore, même à l'intérieur de son propre territoire, elle ne contrôlait pas les villes, aucune cité, ni même aucune agglomération d'une taille notable. Les principales villes du Kiangsi, Kiukiang, Nanchang et même Kanchow, au cœur de la zone soviétique, restaient aux mains du Kuomintang, tout comme les voies de communication entre elles, la voie ferrée Kinkiang-Nanchang, et la rivière Kan. Kiukiang ne fut jamais sérieusement menacée, et toutes les manœuvres d'approche sur Nanchang n'étaient que des opérations de diversion. La ville de Kian brièvement occupée en 1930 ne fut jamais reconquise. Kanchow fut constamment assiégée, mais jamais prise. Même les gros bourgs ou les chefs-lieux des comtés changeaient constamment de mains, au hasard des fortunes de la guerre civile. Théoriquement, l'objectif était toujours d'investir au moins « une ou deux villes, de premier plan ou secondaires⁵² ». Cet objectif ne fut jamais atteint, sauf lors d'une opération dans le Fukien, qui aboutit à l'occupation de Changchow, en avril 1932, pour quelques jours seulement. Au contraire la pression croissante des attaques du Kuomintang, et le resserrement progressif du blocus économique confinaient les armées

rouges dans leurs fortresses sur la bordure des provinces de la Chine centrale. Le « mouvement soviétique » restait exclusivement un mouvement campagnard.

L'autarcie économique de ces villages avait disparu depuis longtemps. Ils ne produisaient que du riz et des petites quantités de bambous, de papier, d'huile de bois, qu'ils devaient échanger pour des produits de première nécessité provenant de l'extérieur, tels que le sel, la toile, l'essence, les allumettes et le matériel agricole. Ce commerce était fait par des marchands qui avaient gardé le contact avec le marché extérieur. A l'intérieur des zones rouges les marchands étaient en même temps propriétaires fonciers, employeurs et prêteurs d'argent. Les paysans eux-mêmes étaient divisés en couches, dont les intérêts économiques étaient antagonistes. La lutte parmi eux prit de nouvelles formes après que les plus riches et les plus puissants des grands propriétaires terriens eurent été chassés. La position dominante des paysans riches dans les villages se perpétuait avec leurs fonctions de commerçants ou de prêteurs, d'embaucheurs d'ouvriers agricoles possibles. Après eux arrivaient les paysans moyens, qui ne possédaient que le peu de terres susceptibles de satisfaire leurs maigres besoins, et qui souvent devaient se louer. Finalement il y avait les paysans pauvres, ne possédant qu'une quantité aberrante de terres, ou pas de terre du tout, et qui étaient obligés de louer des minuscules lopins, ou bien de rejoindre la masse des journaliers ne possédant que leur force de travail. Les paysans pauvres et les journaliers étaient économiquement assujettis aux paysans riches, pendant qu'oscillaient entre les deux les paysans moyens.

A ces classes paysannes, avec leurs divisions et leurs conflits internes, le parti communiste proclamait qu'il apportait une « direction prolétarienne ». Il fondait cette prétention, à l'occasion, sur cette abstraction que le parti communiste était par définition le « parti du prolétariat » et que, par conséquent, sa simple présence garantissait l'hégémonie ouvrière au sein de la révolte paysanne. Pour renforcer cette illusion il importa quelques ouvriers, et leur donna des postes de direction dans l'armée rouge, ou dans quelques-uns des comités de gestion qui avaient été établis. Cette pratique ne pouvait, de toute façon, que priver les ouvriers des villes de leur avant-garde. Si la terreur vigilante du Kuomintang ne les avait pas encore coupés du mouvement ouvrier, le parti communiste le fit. Une fois séparés du milieu prolétarien, ces ouvriers cessaient d'être

des prolétaires, pour succomber à l'influence du milieu paysan. Coupés des forces productives, ils ne pouvaient être ni les chefs du prolétariat ni ses représentants au sein des paysans insurgés. Seule une direction véritablement prolétarienne de la révolte agraire aurait pu la sauver de la désintégration. Seule elle pouvait unir les pauvres, les paysans moyens, les travailleurs agricoles, dans un combat commun contre la bourgeoisie campagnarde. Seule elle pouvait rendre cette lutte efficace, en entreprenant une réorganisation complète de l'économie nationale. Mais une direction de ce genre ne peut s'exercer qu'à travers le mouvement ouvrier des villes en tant que tel, et par l'établissement de son contrôle sur les centres de production et de distribution dont l'économie rurale est absolument dépendante. En d'autres termes, la révolte agraire devait fusionner avec la révolution prolétarienne pour réussir.

Même si l'on bénéficiait de conditions plus favorables, l'arriération générale du pays impliquait que des obstacles importants barreraient la route de la réorganisation rurale, de la mise à la disposition des campagnes des ressources industrielles d'une façon systématique et planifiée. En cela, les classes ouvrières des pays avancés auraient dû jouer un rôle important, et même indispensable. L'ampleur et la complexité de ce problème furent largement démontrées en Russie, où le prolétariat avait tenu le pouvoir mais où l'arriération économique et l'isolement avaient empêché un équilibre harmonieux entre l'économie rurale et l'économie urbaine. Réduit à l'échelle microscopique de la « Chine soviétique », des communautés montagnardes et des villages insurgés dans un pays encore dominé par l'impérialisme et le capital indigène, le problème était proportionnellement plus aigu, et l'effort pour le résoudre sous une révolution prolétarienne était absolument sans espoir.

Le parti communiste n'avait jamais admis la perspective d'une révolution prolétarienne en Chine. Il continuait à mettre l'accent, après l'expérience de 1925-1927, sur le « caractère démocratique bourgeois de la révolution chinoise ». La théorie de la « dictature démocratique » qui avait été jugée sur preuves dans la Russie de 1917, et à nouveau en Chine dix années plus tard, restait l'arme clé de l'arsenal idéologique des communistes chinois. En 1925-1927 cette théorie les avait conduits à dépendre de la bourgeoisie, avec le résultat désastreux que l'on sait.

Maintenant, elle fournissait une justification pour tomber dans la dépendance d'un mouvement purement paysan, à faire fond, tout comme avant, sur des intérêts de classe qui se heurtaient à ceux du prolétariat au lieu de se confondre avec eux. La défaite de 1927 avait physiquement séparé le parti de la classe ouvrière. La politique aventuriste qui suivit 1927 la convertit en un parti paysan, sans racines, sans influence parmi les travailleurs. Il était devenu l'équivalent chinois, non du parti bolchevique russe, mais du parti social-révolutionnaire, dont il suivait l'exemple en proposant d'appliquer une transformation rurale sur la base des rapports bourgeois de propriété. Isolé dans des poches exclusivement rurales, et économiquement limitées le parti communiste ne pouvait même pas commencer à améliorer le statut des ouvriers agricoles, des demi-prolétaires éparpillés dans les districts contrôlés par l'armée rouge; il ne pouvait faire subsister la base d'une politique économique conséquente et praticable parmi eux. Malgré leurs pieuses résolutions et leurs exhortations contraires, les communistes devaient s'appuyer sur les paysans riches et les marchands, dont les relations avec le marché extérieur étaient indispensables pour la survie des zones soviétiques. Malgré lui-même, le parti était devenu un instrument des groupes dominant des campagnes.

Les paysans riches allèrent plus loin, comme chefs de la révolte paysanne inclinés à annexer quelques-uns des biens des grands propriétaires fonciers et à conserver les leurs. En bien des endroits ils limitèrent le mouvement au non-paiement des loyers et au refus des impôts. Lorsque les paysans allèrent au-delà, et entreprirent de répartir les terres, ils firent l'acquisition pour eux-mêmes des meilleures terres, et gardèrent pour eux le matériel agricole et les animaux de trait. L'influence de leur position sur les clans campagnards, et dans le conflit superficiel entre paysans aisés et grands propriétaires fonciers, facilita pour ces paysans aisés la domination qu'ils exerçaient sur la couche la plus basse de la population paysanne. Aussi longtemps que la campagne restait soumise aux rapports commerciaux et au marché extérieur, la bourgeoisie rurale, les paysans riches et les marchands ne pouvaient que rester la classe dominante de la campagne, et ils ne négligèrent pas les avantages de leur position stratégique.

Les communistes favorisèrent cette évolution plus qu'ils ne la contrarièrent. Le sixième Congrès du parti, en 1928,

avait adopté une attitude conciliante à l'égard de la bourgeoisie rurale, et lança le mot d'ordre : « Ne hâtons pas délibérément l'éclosion du combat contre les paysans riches, car agir ainsi jetterait la confusion sur la contradiction fondamentale entre la paysannerie et la classe des propriétaires fonciers⁵³. » En conséquence, les terres des paysans riches devaient être préservées, et le principal slogan du mouvement agraire devait être : « Confisquons la terre des grands propriétaires fonciers. » Les communistes assumèrent maintenant un antagonisme entre paysans riches et grands propriétaires fonciers qui étaient comme une résurrection de celui qu'ils avaient précédemment pris sur eux de privilégier, l'antagonisme entre la bourgeoisie nationale et les compradores. Ils cherchaient maintenant à se concilier les paysans riches, tout comme auparavant, ils avaient essayé d'amadouer la bourgeoisie nationale. Même les habituelles prédictions sur « l'inévitable défection » des paysans riches devant passer à la contre-révolution furent ressorties⁵⁴; et bien qu'en paroles il soit question d'un combat limité ou « secondaire⁵⁵ » contre les inévitables contre-révolutionnaires, en réalité, comme avant, la direction pratique leur était abandonnée, et leurs intérêts économiques bien défendus. Il fallut que le parti lui-même appelle les paysans pauvres, les ouvriers agricoles, les artisans, à sacrifier leurs intérêts immédiats, afin de ne pas s'aliéner les marchands et les paysans riches.

« Compte tenu de l'alliance avec les paysans riches, admettait le Comité central en 1929, les intérêts des travailleurs agricoles ont été sacrifiés... Nous craignons que les paysans riches ne passent à la contre-révolution, et à cause de cela, nous avons demandé aux travailleurs agricoles de réduire leurs exigences⁵⁶. » Dans l'ouest du Fukien, en 1930, les communistes dirigeant les bandes de partisans durent « faire des compromis avec les marchands afin de résoudre les difficultés de l'approvisionnement. Ils n'assurèrent pas seulement la protection des marchands, mais les exemptèrent d'impôts, alors que les paysans continuaient à payer un impôt foncier de 15 %... Ils n'avaient aucun moyen pour enrayer la hausse des prix qu'ils provoquaient... Et quelquefois, ils allèrent même jusqu'à limiter les luttes économiques des employés et des travailleurs⁵⁷. »

En mai 1930, une « Conférence des délégués des soviets », tenue secrètement à Shanghai, adopta une politique de franche conciliation à l'égard des paysans riches et des

marchands⁵⁸. Les conséquences anti-prolétariennes de cette politique ne furent pas seulement mises en évidence par l'analyse brillante d'un jeune opposant, O Fung⁵⁹, mais furent comprises confusément par quelques-uns à l'intérieur du parti lui-même. Ch'en Shao-yü critiqua ses camarades des districts soviétiques qui excusaient leur échec dans l'organisation des travailleurs agricoles en déclarant que « les paysans s'y opposaient ». Il demandait :

Est-ce que nous échouerons à organiser les travailleurs agricoles par peur des paysans riches? Alors, nous ne sommes pas le parti du prolétariat. Dans bien des villages soviétiques, l'esprit des paysans riches prédomine. Ce ne sont pas de petites positions qu'ils tiennent dans les organisations de masse et dans le parti, qui sont, en fait composés de paysans riches exclusivement. Cela signifie que nous en sommes venus à considérer la mentalité des paysans riches comme la mentalité fondamentale des masses paysannes... Pour les mêmes raisons ils n'organisent pas les employés des magasins, les artisans et les ouvriers des petites entreprises. Au Hupch-Honan, par exemple, on a ouvertement proclamé le mot d'ordre « pour les intérêts des petits et moyens commerçants » et, résultat de cela, pas une seule réclamation des employés de magasin ou des travailleurs manuels n'a été mise en avant⁶⁰.

A la fin de 1930, le Comintern décrivait la situation de la façon suivante :

Les tâches les plus importantes de la révolution agraire n'ont pas été résolues. Non seulement des paysans riches, mais même des petits landlords, ont fait leur chemin dans les soviets, dans les organes du nouveau pouvoir, dans l'armée rouge. Les paysans riches cherchent à s'appropriier les fruits de la révolution agraire. Le mot d'ordre des paysans riches — distribuer la terre selon l'équipement agricole — n'a pas rencontré les résistances qu'il aurait dû. En quelques endroits, on a proposé de confisquer la terre des landlords possédant plus de cinquante mous. Ailleurs, il y a eu un mot d'ordre pour le règlement des dettes aux usuriers possédant moins de cinquante mous... Une répartition équitable des terres est la tâche la plus importante de la révolution agraire, mais elle a été menée à bien en peu d'endroits. L'organisation des paysans pauvres n'a pas eu un début de commencement... les coolies et les ouvriers agricoles n'ont pas été organisés en syndicats⁶¹.

Après que Li Li-san eut été tenu pour responsable de l'état des affaires, et que Ch'en Shao-yü ait pris sa place, la situation non seulement ne s'améliora pas mais empira de plus en plus. « Les deux tiers du gouvernement sont aux mains des paysans riches », écrivait un correspondant d'un

des districts soviétiques en 1931⁶². « Les paysans riches sont tous pourvus de postes dans le parti » écrivait un autre en août de la même année⁶³. En 1933, à Juichin, la capitale soviétique, un porte-parole éminent écrivait :

Les terres ont été partagées, mais les grands propriétaires fonciers et les paysans riches en ont reçu aussi, et des meilleures. Un grand nombre de ces éléments ont conservé leur autorité et leur position dans les campagnes. Ils sont nombreux dans les institutions gouvernementales, ou dans le parti, et ils s'en servent au profit de leurs intérêts de classe... En bien des endroits, le problème de la terre semble être résolu, mais, si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que même les landlords se sont trouvés recevoir de la terre, et que les paysans riches ont conservé les leurs⁶⁴.

Mao Tse-tung, président de la « République soviétique », écrivait :

Bien des grands propriétaires fonciers et des paysans riches ont pris une teinte révolutionnaire. Ils disent qu'ils sont pour la révolution et le partage des terres... Ils sont très actifs et ils font confiance à leurs avantages historiques — « ils savent bien parler et bien écrire » — et par conséquent, dès le début, ils volent les fruits de la révolution agraire. Les exemples ne manquent pas, prouvant qu'ils ont usurpé le pouvoir provisoire, qu'ils se sont infiltrés dans l'armée, qu'ils contrôlent les organisations révolutionnaires et qu'ils reçoivent plus de terres, et de la meilleure terre que les paysans pauvres.

Mao estimait que c'était le cas pour les « huit-dixièmes du district central, une région de plus de deux millions d'habitants⁶⁵ ». Dans son rapport au second « Congrès des soviets », tenu à Juichin en janvier 1934, Mao révéla que durant le mouvement de contrôle des terres pendant l'été 1933, « dans le district soviétique central, six mille neuf cent quatre-vingt-huit familles de grands propriétaires fonciers et six mille six cent trente-huit familles de paysans riches possédant un excédent énorme de terres, ont été découverts, et que la terre et l'argent saisis représentaient un total de 606 916 dollars⁶⁶ ». La réalité était plus probante et plus exigeante que les résolutions du parti. Même les tentatives faites pour rediviser la terre selon une meilleure répartition, au profit des paysans pauvres, durent être abandonnées afin de ne pas saborder la récolte. A la fin de l'année un décret annonçait la prohibition de toute autre redivision des terres, cette pratique étant devenue « l'un des obstacles les plus graves à l'amélioration de la production agricole⁶⁷ ».

Les revendications des ouvriers agricoles, des artisans et des autres ouvriers des campagnes, n'étaient pas moins une menace pour la structure économique rudimentaire et faible des districts soviétiques. Dans le district central, cette classe était évaluée à deux cent mille individus⁶⁸. Travaillant seuls, à deux ou trois, éparpillés dans les villages, quelquefois itinérants, ces ouvriers occupaient une position auxiliaire dans l'économie rurale. Le capitaliste ne peut exister sans ouvriers d'usine, mais le paysan peut très bien se passer des ouvriers des campagnes. Ces travailleurs étaient des prolétaires en ce sens qu'ils vendaient leur force de travail pour un salaire et qu'ils ne possédaient pas de moyens de production. Le fait qu'ils étaient éparpillés et ne jouaient aucun rôle indépendant dans la production signifiait qu'ils tendaient à former une partie de la masse petite-bourgeoise de la paysannerie. Ils ne pouvaient, en tout état de cause, jouer un rôle politique indépendant, et il était impossible de baser aucune politique conséquente sur leurs intérêts. Le prolétariat au pouvoir peut trouver les moyens d'intégrer cette catégorie d'ouvriers, et leur fournir les moyens économiques qui leur permettent d'accéder à un autre niveau d'existence, mais là ils étaient seuls, et lorsqu'ils essayaient d'améliorer les horaires ou de faire augmenter leurs salaires, les paysans refusaient net ou les congédiaient. Avec une marge réduite au maximum, le paysan ne pouvait doubler les gages de ses travailleurs, ou leur nombre, sans se ruiner du même coup. De la même façon dans les boutiques et les petites entreprises, les marchands ripostaient aux revendications des employés en les menaçant simplement d'arrêter le travail. Cela signifiait une lente asphyxie du commerce, et les marchands savaient qu'ils avaient la haute main sur lui.

Peu après son établissement, en novembre 1931, le « gouvernement soviétique provisoire » adopta une admirable loi sur le travail, encore plus radicale que la législation du travail élaborée par le Kuomintang dans ses premiers temps. Elle exigeait la journée de huit heures pour les adultes, une journée de six heures pour les adolescents, et une journée de quatre heures pour les ouvriers de moins de seize ans; elle exigeait une augmentation de salaires et en général une amélioration des conditions de travail. Les nécessités de la propagande, en dehors des districts soviétiques et tout spécialement à l'étranger, prenaient les paroles pour des faits. En « Chine soviétique », de toute façon, on comprit rapidement qu'une loi « passée pour les

grandes villes et la production à une grande échelle ne pouvait être appliquée complètement et d'une façon mécaniste dans les districts soviétiques économiquement arriérés⁶⁹ ». Les tentatives de mise à exécution ayant été abandonnées face à l'opposition des marchands et des paysans, « des camarades considèrent que la loi sur le travail est impraticable, sinon dans les buts de propagande » relevait le Comité du parti pour la zone Hunan-Kiangsi. « Le comité provincial a combattu cette tendance, mais sans grand effet⁷⁰. » Bien des excuses furent imaginées pour expliquer l'échec de la mise en application de la loi. L'une des plus fréquentes était le prétexte que les nouvelles heures de travail ne pouvaient prendre effet « parce qu'il n'y a pas d'horloge pour lire l'heure⁷¹ ». Après avoir vertement réprimandé les fonctionnaires du rang le plus bas, pour le « peu de cas » qu'ils avaient fait de la loi, les dirigeants du Sommet furent obligés d'admettre également qu'elle était « impraticable ».

Lo Fu, un porte-parole de premier plan, décrivit les tentatives malheureuses faites pour doubler les salaires (de 8 à 16 dollars annuellement!) et raccourcir l'emploi du temps des ouvriers des campagnes. Ils furent purement et simplement congédiés. « Le résultat, ce fut que les paysans ne furent pas contents, et que les travailleurs étaient sceptiques quant à notre direction. » Il était nécessaire, bien sûr, d'améliorer les conditions du travail des commis de fermes, « mais de telles améliorations doivent également être considérées par les paysans comme nécessaires et praticables ». La même chose se produisit avec les apprentis et les mariniers. « J'ai sous les yeux les pétitions de bien des marchands et d'employeurs, qui nous permettent de voir qu'une application mécaniste de la loi sur le travail, entraînerait inévitablement le déclin du commerce et de l'industrie. » Il était nécessaire, bien sûr, d'améliorer le niveau de vie et les conditions de travail des apprentis « mais il faut bien se rendre compte que l'utilisation d'apprentis doit être avantageuse, et pas le contraire, pour le maître⁷² ». On demandait aux travailleurs de comprendre qu'en tant que « maîtres de l'État », ils devaient consentir à rester en même temps la « classe exploitée » et se retenir de formuler des « revendications excessives », ou de se mettre en grève, puisque le seul effet de ces grèves était de « briser l'alliance des ouvriers et des paysans⁷³ ». Telle était la réalité et l'essence de la « dictature démocratique » en « Chine soviétique ».

Les tentatives pour syndiquer les ouvriers ruraux dans ces circonstances ne donnèrent rien, sinon des syndicats opposés aux intérêts des travailleurs. Les estimations quant aux « syndicats » dans les districts soviétiques variaient beaucoup; de quatorze mille à trente mille, à deux cent vingt-neuf mille et même à deux millions deux cent mille membres pour une même année ⁷⁴. Mais ces syndicats, quel qu'ait été leur nombre, étaient si suspects que même la centrale syndicale du parti, à Shanghai, s'en plaignait, soulignant dans son rapport pour l'année 1931 la présence de « boutiquiers et de paysans riches » dans leurs rangs ⁷⁵. L'année suivante, elle adressa aux permanents syndicaux du Kiangsi une lettre mordante dans laquelle elle les accusait « d'admettre » des prêtres, des paysans, des propriétaires de boutiques, des paysans riches, des patrons et des propriétaires fonciers « alors que d'un autre côté, des fractions considérables des travailleurs agricoles, des coolies, des employés et des artisans étaient refusés sous divers prétextes ». Les militants du parti occupés à cette tâche furent accusés d'être « insolents et méprisants à l'égard des ouvriers ». La lettre décrivait les syndicats comme « antiprolétariens dans leur caractère, et représentant surtout les intérêts des propriétaires fonciers, des paysans riches et des employeurs ⁷⁶ ».

« Le parti dans les districts soviétiques, pour parler de la généralité, ne tient pas compte de l'hégémonie prolétarienne, écrivait un dirigeant du parti à Juichin... Partout, nous constatons un manque d'attention permanent à l'égard du mouvement syndical... Les comités n'en parlent même jamais... La direction prolétarienne n'existe que sur le papier, sur les documents du parti ⁷⁷. »

L'expérience soviétique au Kiangsi se brisa l'échine sur cette difficulté. En chassant les landlords et en prenant la responsabilité de la distribution des terres, les armées rouges avaient soulevé l'enthousiasme de la paysannerie; en l'absence d'un contrôle économique véritable et d'un mouvement de masse prolétarien effectif, non seulement dans les grandes villes mais dans les villes proches des districts soviétiques ⁷⁸, les paysans riches étaient réapparus comme les nouveaux grands propriétaires fonciers, ainsi que les marchands, en tant que classe dominante. Les paysans pauvres et les ouvriers des campagnes ne pouvaient gagner ou conserver le moindre bénéfice. Les produits de première nécessité atteignaient des prix exorbi-

tants, le chômage s'étendait. Les paysans et les ouvriers des campagnes commencèrent à reconsidérer les raisons de leur lutte, et à souhaiter n'importe quelle sorte de paix, pourvu qu'elle puisse se faire. L'enthousiasme populaire s'effritait et le nombre des désertions dans l'armée rouge augmentait ⁷⁹. La paralysie se propageait, des limites vers le centre des districts soviétiques. La passivité rongea l'initiative des masses. Le pessimisme étroignait les dirigeants. Dans le vocabulaire ordinaire du parti on connaissait cela sous le nom de « la Ligne de Lo Min », car Lo Min, un dirigeant du parti au Fukien, avait été l'un des premiers à céder à cet état d'esprit. « Même si nos meilleurs dirigeants prenaient les choses en main, même si Staline lui-même arrivait, même si l'on sortait Lénine de sa tombe et que, tous ensemble, ils s'adressent aux masses pendant trois jours et trois nuits, je ne pense pas qu'ils parviendraient à changer leur état d'esprit », disait Lo Min ⁸⁰.

En 1933, « la Ligne de Lo Min » gagna toute la « Chine soviétique ». Du Fukien elle passa aux districts de Hwei Hsen An, dans le sud du Kiangsi, où les fonctionnaires du parti dirigés par Teng Shao-pin abandonnèrent purement et simplement leur poste ⁸¹. Une campagne d'enrôlement volontaire pour l'armée rouge échoua lamentablement et il fut question de conscription. Des sections entières des jeunes gardes désertaient, et eurent maille à partir avec des détachements de l'armée rouge lancés à leur poursuite ⁸². Les paysans fuirent dans les montagnes pour se soustraire aux divers travaux de transport et d'approvisionnement que réclamait l'armée engagée dans les combats ⁸³.

Les bandes de partisans augmentent rarement, et au contraire sont en train de diminuer. C'était le cas à Hwei Hsen An, c'est le cas maintenant à I-Chung et Nanfeng. Les désertions avec les armes, les trahisons, se produisent constamment... La corruption et la dégénérescence aussi. Quelques bandes de partisans ont montré des tendances au banditisme... Et cela non seulement dans les bandes de partisans, mais aussi dans des bataillons indépendants, qui ne se soumettent pas aux ordres ou organisent des raids pour de l'argent... « Mettre une trempe aux *tuhao* » (razzier ce que les coqs de village, les paysans riches ont pu mettre de côté) est devenu une pratique courante... Les ouvriers du parti, qui gagnent les districts avec un baluchon, ont vite fait d'avoir un gros sac, et lorsqu'ils sont arrivés avec un grand sac, il leur faut bientôt un balancier et deux paniers ⁸⁴.

De nouveaux Lo Min surgissaient un peu partout, même à la tête de l'armée rouge, et finalement dans le gouvernement central de Juichin. Ho So-hen, du bureau de l'inspection ouvrière et paysanne, fut mis à la porte pour avoir déclaré que sur trois millions d'habitants dans le district soviétique central, deux millions étaient opprimés par les paysans riches et les propriétaires fonciers, et que « les gouvernements soviétiques, à différents échelons, étaient devenus les instruments des propriétaires fonciers et des paysans riches pour opprimer les masses ⁸⁵ ».

Chou En-lai lança un appel à la « lutte contre toutes sortes de pessimisme, de désespoir, de passivité, de lassitude, d'irrésolution et de défaitisme devant les difficultés ⁸⁶ ». Les autres dirigeants déploraient que l'instabilité chez les fonctionnaires du parti ruinât l'enthousiasme populaire, et que la proximité de troupes suscitât la fuite des paysans dans les montagnes, « sans qu'ils se soucient de savoir si ce sont des rouges ou des blancs ⁸⁷ ».

L'héroïsme authentique de l'armée rouge, confrontée avec pareille disposition des esprits, vint à bout des campagnes de Chiang Kai-shek pendant l'été 1933, mais les « victoires » de cette période marquèrent le commencement de la fin. C'était seulement une question de temps avant que la force supérieure du Kuomintang, qui n'était pas inquiété dans les centres mêmes de son pouvoir, ne l'emporte. C'était seulement une question de temps avant que la puissance de la machine militaire nationaliste, aussi bien sur terre que dans les airs, et le resserrement du blocus économique, ne produisent leur inévitable résultat. Les bombardiers de Chiang pilonnaient des districts entiers et ses troupes, pouce par pouce, écrasaient les défenses de la province. Chiang abandonna la vieille stratégie, qui consistait à envoyer de longues colonnes à l'intérieur du territoire rouge, où elles étaient mises en pièces et anéanties. Son armée de plus de cinq cent mille hommes, conseillée par le général allemand von Seeckt, et pourvue des derniers modèles des fabriques d'armes d'Europe et des États-Unis, enserra les minuscules districts soviétiques comme dans un filet d'acier à mailles fines. Il y eut des massacres horribles, violents et brefs à coup de bombes, de mitrailleuses, de lance-flammes, et de plus lents par des famines provoquées ⁸⁸.

En août 1934, une dizaine de milliers de rouges dirigés par Hsiao K'c brisèrent l'encerclement et s'échappèrent vers l'ouest. Ils furent suivis en septembre par le gros des

troupes dirigé par Chu Te et Mao Tse-tung. Le 10 novembre 1934, presque exactement trois années après la proclamation de la « République chinoise » du Kiangsi, les troupes de Chiang Kai-shek entraient triomphalement à Juichin, la capitale soviétique. Chiang n'avait pas réussi à exterminer les rouges, il avait néanmoins rendu le Kiangsi aux landlords.

Les troupes rouges traversèrent le Hunan, le Kweichow, le Yunnan, le Szechwan, pénétrèrent au Shensi, après avoir enduré des souffrances incroyables, et avoir accompli des exploits plus incroyables encore. Cette « Longue Marche » passera à l'histoire comme un des plus hauts faits militaires de tous les temps, mais elle entraînait l'armée rouge encore plus loin des centres économiques et politiques du pays. La défaite du Kiangsi n'avait pas mis un terme à la révolte paysanne, mais avait durement frappé l'insurrection organisée du mouvement paysan, et asséné un dernier coup au mouvement ouvrier des villes alors à son étiage. De nouvelles vagues de terreur, de défaites, de trahisons, achevèrent de détruire ce qui subsistait de l'appareil communiste dans les principales villes. Les événements laissaient sur le terrain les mythes de la propagande. Dans les contrées désertiques du nord-ouest de la Chine, les communistes s'engageaient dans une nouvelle impasse.

BIBLIOGRAPHIE

La liste suivante constitue un choix des documents et des ouvrages les plus importants, cités dans le cours de cette étude, ou consultés lors de sa préparation. De nombreuses et récentes bibliographies fourniront au lecteur une sélection moins spécialisée. Les références utilisées dans le chapitre initial qui envisage l'arrière-plan historique chinois se trouvent dans les notes du chapitre 1. On n'a pas cherché ici à récapituler la longue série de rapports spéciaux et d'articles, en particulier provenant du Comintern ou de sources communistes chinoises, auxquels renvoient les notes des différents chapitres. Une collection de documents, de brochures, d'articles et de rapports, en chinois, sur le mouvement communiste en Chine est désormais disponible à la bibliothèque de l'Institut Hoover (Stanford, Californie), qui en 1948 a publié une liste des ces matériaux sous le titre *Draft Survey of Materials Relating to Communism in China, 1927-34, Collected by Harold R. Isaacs*.

C'est dans cette liste que le lecteur trouvera les titres auxquels renvoient les notes du chapitre qui traite de la période soviétique du Kiangsi (1928-34) et qui se trouve en appendice à cette édition.

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LE COMINTERN

« Thèses sur la question nationale et coloniale », *Theses and Statutes of the Third (Communist) International* (Second congrès de l'I.C. 17 juillet-7 août 1920) Moscou, 1920.

LÉNINE, « Projet de thèses sur la question nationale et coloniale », *Communist International* (Moscou, juin-juillet 1920).

Protokoll des II Weltkongress der Kommunistischen Internationale.
Hambourg, 1 1921.

Proceedings of the first Congress of the toilers of the Far East, 21 janvier-1^{er} février 1922. Petrograd, 1922.

« Thèses sur la question orientale », *Resolution and Theses of the Fourth Congress of the Communist International*, 7 novembre-3 décembre 1922. Londres, s. d.

« Résolution sur la question chinoise » (VI^e plénum élargi du C. I.

- de l'I.C. du 13 mars 1926) *International Press Correspondance*, 13 mai 1926. Cf. *La correspondance Internationale* du 25 mai 1926 p. 720.
- « Thèses sur la situation en Chine » (VII^e plénum, C.E. de l'I.C., novembre-décembre 1926), *La Correspondance internationale*, 20 février 1927.
- « Résolution sur la question chinoise » (VII^e plénum, C.E. de l'I.C., mai 1927), *La Correspondance internationale*, 15 juin 1927.
- Die Chinesische Frage auf dem 8. Plenum des Executive der Kommunistische Internationale*, Hambourg-Berlin 1928.
- « Résolution du C.E. de l'I.C. sur la situation présente de la révolution chinoise » (14 juillet 1927), *International Press Correspondance*, 28 juillet 1927.
- « Résolution sur la situation internationale » (Plénum commun du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du P.C. de l'U.R.S.S. du 9 août 1927), *International Press Correspondance*, 28 août 1927. *La correspondance Int.* du 20 août 1927
- « Résolution sur la question chinoise », *Résolutions adoptées à la IX^e Session plénière du C.E. de l'I.C. (février 1928)*, Paris, 1928.
- The Revolutionnary Movement in the Colonies*. Thèses adoptées par le VI^e congrès de l'I.C. (juillet-août 1928). New York, 1929.

LIVRES, BROCHURES, ARTICLES ET DISCOURS

- Arbeiterbewegung und Revolution in China*. Discours de Karl Radek, Leo Heller, Mandalyan et d'autres. Berlin, 1925.
- ASIATICUS. *Von Canton bis Shanghai*. Berlin, 1927.
- BENNET, A. *Die Kriegsgefahr die Chinesische Revolution und die Kommunistische Internationale*. Hambourg-Berlin, 1927.
- BROWDER, Earl. *Civil War in Nationalist China*. Chicago, 1927.
- BOUKHARINE, Nicolas. « Discours au 24^e congrès du district de Leningrad du P.C. de l'U.R.S.S. », *La Correspondance internationale*, 12 février 1927.
- « Les Résultats du plénum du C.E. de l'I.C. » *La Correspondance internationale*, 29 juin et 2 juillet 1927.
- *Les Problèmes de la révolution chinoise*. Paris s. d. (circa mai 1927).
- « Rapport devant le plénum du comité de Moscou du P.C. de l'U.R.S.S. *La Correspondance internationale*, 2 juillet 1927.
- « La Situation de la révolution chinoise », *International Press Correspondance*, 6 juillet 1927. (Éd. fr. idem.)
- « Un tournant abrupt dans la révolution chinoise », *International Press Correspondance*, 14 juillet 1927. Cf. A un tournant brusque du chemin, *La correspondance Internationale* du 16 juillet 1927
- China in Revolt*. Discours de T'an P'ing-shan, Joseph Staline, Manuilsky et Nicolas Boukharine. Chicago, s. d. (circa 1926).
- Die Arbeiter Chinas im Kampf gegen den Imperialismus*. Berlin, 1927.
- DOLSEN, James H. *The Awakening of China*. Chicago, 1926.
- ERDBERG, Oskar. *Tales of Modern China*. Moscou, 1932.
- FISCHER, Louis. *The Soviets in World Affairs*. 2 vol. New York, 1930. (Traduction française : *Les Soviets dans les affaires Mondiales*, Gallimard, 1933.)

Le chapitre de Fischer sur la Chine basé, à coup sûr, presque exclusivement sur des conversations avec Borodine, a été ici utilisé comme une des sources renseignant sur les propres conceptions de Borodine et sa version des événements.

NAZONOF, N., FOKINE, N., ALBRECHT, A., *La Lettre de Shanghai, document inédit caché par Staline*. (Paris, l'Opposition Léniniste, s.d.) Envoyée à Moscou par trois délégués du Comintern à Shanghai, cette lettre fut interdite par Staline et Boukharine. C'est Albert Treint qui la publia à Paris, après sa rupture avec le Comintern.

La traduction de Treint est citée *in extenso* dans *La Question Chinoise dans l'Internationale communiste*. Paris, 1965.

Ce dernier ouvrage reproduit quelques-uns des documents ou des articles les plus connus de la Presse du Comintern et de l'Opposition.

LENINE, *Œuvres*.

LENINE, STALINE et BOUKHARINE. *Le Communisme et la question nationale*. Paris, s. d. (circa 1926).

LENZNER, N. *Die Chinesische Revolution und die Opposition in der K.P.S.U.* Hambourg-Berlin, 1927. Cf. Les difficultés de la révolution chinoise, *La Correspondance Internationale* du 13 juillet 1927.

MANN, Tom. *What I saw in China*. Londres, 1927.

Matériaux sur la question chinoise. Université Sun Yat-sen. Moscou, 1929. (En Russe.)

MIF, Pavel. *Heroic China*. New York, 1927.

— *La Révolution chinoise*, Moscou, 1932. (En russe.)

NEUBERG, A. (pseud. Neumann, Heinz) *L'Insurrection armée*. Paris, 1931.

Resolutions and Decisions of the Pan-Pacific Trade Union Secretariat. Hankow, mai 1927.

ROY, M. N. *Revolution und Konterrevolution in China*. Berlin, 1930.

Ce rapport sans queue ni tête, bourré de passages contradictoires, souffre d'une grande imprécision. Dans l'édition anglaise, publiée à Calcutta en 1946, l'auteur a rehaussé son texte par des notes en bas de page et quelques additions tirées en partie d'un de ses précédents ouvrages, *My experiences in China*, et ne s'est pas privé de récupérer, sans indication d'origine, de nombreuses citations de la première édition de *La Tragédie de la révolution chinoise*. Quelques-unes des prétentions *post festum* de Roy méritent qu'on les mette en parallèle avec ce qu'il écrivit précisément cette année-là. La comparaison est instructive.

SENG SIN-FU. *China*, Londres, 1927.

STALINE, Joseph. « Les Perspectives de la révolution en Chine » (discours devant le VII^e plénum du C.E. de l'I.C., 30 novembre 1926), *International Press Correspondence*, 23 décembre 1926. Cf. *La Correspondance Internationale* du 22 décembre 1926.

— « Discours à la Fédération de la jeunesse », *La Correspondance internationale*, 9 avril 1927.

— « Les Problèmes de la révolution chinoise » (Thèses pour le VIII^e plénum du C.E. de l'I.C. mai 1927) *Communist International*, 30 juin 1927. *La Correspondance Internationale*, 11 et 15 juin 1927.

— « La Situation Internationale et la Défense de l'U.R.S.S. » (Discours devant le plénum conjoint du Comité central et de la

- Commission centrale de contrôle du P.C. de l'U.R.S.S., 1^{er} août 1927).
- STRONG, Anna Louise. *China's Millions*. New York, 1928.
- T'AN P'ING-SHAN. Rapport devant le VII^e plénum, *International Press Correspondence*, 30 décembre 1926.
- TREINT, Albert. « Compte rendu analytique de la petite commission chinoise ». Mai 1927. (Le texte anglais utilisé a été tiré du numéro du 8 février 1936 de *New Militant*.)
- *Documents de l'opposition et la réponse du parti*, Paris, novembre, 1927.
- TROTSKY, Léon. « Class Relations in the Chinese Revolution ». Manuscrit inédit daté du 3 avril 1927.
- *History of the Russian Revolution*. New York, 1931.
- Cf. trad. fr. de M. Parijanine. Paris, 1962.
- *The Permanent Revolution*. New York, 1931.
- Cf. trad. fr. in Trotsky, *De la Révolution*. Paris, 1963.
- *Plate-forme de l'opposition*. Paris, 1927.
- *Problems of the Chinese Revolution*. New York 1931.
- Ce recueil constitue la principale source de renseignements sur les positions de Trotsky sur la révolution chinoise. Sont rassemblés ici ses thèmes et discours pour le VII^e plénum du C.E. de l'I.C. et plusieurs autres articles. Parmi les appendices se trouvent les thèses de 1927 de Zinoviev.
- *The Real Situation in Russia*. New York, 1928.
- *The Revolution Betrayed*. New York, 1937.
- Cf. *La Révolution irahie*, in *De la Révolution*. Paris, 1963.
- *The Stalin School of Falsification*. New York, 1937.
- *The Third International after Lenin*. New York 1936.

Ainsi que les collections des publications communistes officielles suivantes : *International Press Correspondence*, éditée diversement à Moscou, Berlin et Londres, connue sous le vocable d'*Inprecor* qui est utilisé ici dans les notes, *La Correspondance Internationale*, édition française d'*Inprecor*; *Communist International*, publiée également à Moscou, Londres et Berlin. *Problemi Kitai* (Moscou); *L'Humanité* (Paris); *Rote Fahne* (Berlin); *Daily Worker* (New York); *Labour Monthly* (Londres).

SOURCES COMMUNISTES CHINOISES (EN CHINOIS)

- La Commune de Canton*. Shanghai, 1930. Recueil d'articles par Huang P'ing, Teng Chung-hsia, A. Lozofsky, Lominadze, Ch'en Shao-yü, etc.
- CH'EN TU-HSIU. « Lettre ouverte à Chiang Kai-shek, 4 juin 1926 », dans *Notre parti et les événements de Canton*.
- *Essais sur la révolution chinoise*. Shanghai, 1927.
- *La Révolution chinoise et l'opportunisme*. Shanghai, 1929. Recueil de lettres échangées entre Ch'en et le Comité central du P.C.C.
- « Lettre au Comité central du P.C.C. sur les problèmes de la révolution chinoise », (5 août 1929) dans *La Révolution chinoise et l'opportunisme*.
- « Lettre à tous les camarades du parti », Shanghai, 10 décembre 1929.

- « Lettre au Comintern », dans *Wu Chan Chih (Le Proletaire)* du 1^{er} juillet 1930.
- « Protestation devant la haute cour du Kiangsu. Shanghai, 20 février 1923.
- CH'EN TU-HSIU et 80 autres. *Notre position politique*. Shanghai, 15 décembre 1929.
- CHOU EN-LAI. *Problèmes organisationnels du P.C.C. dans l'époque présente*. Shanghai, 1929.
- CH'Ü CH'IU-PAI. *La Révolution chinoise et le P.C.C.* Shanghai (?), 1928.
- *La Paysannerie*. Wuhan (?), 1927.
- *Sur quelques problèmes non résolus de la révolution chinoise*. Wuhan, 1927.
- TENG CHUNG-HSIA. *Aperçu sur la grève de Canton-Hong-Kong*. Canton, août 1926.
- HO SHEN. *Matériaux sur l'histoire moderne*. Shanghai, 1933.
- HUA KANG. *La Grande Révolution chinoise de 1925-27*. Shanghai, 1931.
- Lettre à tous les camarades du P.C.C.* rédigée par la conférence du 7 août 1927.
- Reproduit en appendice dans le livre de Li Li-san, *La Révolution chinoise*, ce document est cité dans les notes comme *La Lettre du 7 août*.
- LI CHIH-LUNG. *La Démission du président Wang Ching-wei*. Wuhan, 1927.
- LI LI-SAN. *La Révolution chinoise* (recueil de plusieurs documents). Shanghai, 1930.
- LI LI-SAN, STALINE et d'autres. *La Révolution chinoise et l'opposition*. Shanghai, 1929.
- LO CH'ANG-LUNG. *Le Massacre des cheminots de la ligne Pékin-Hankow*. Pékin, mars 1923.
- « Manifeste du V^e Congrès du P.C.C. », *Min Kuo Jih Pao* (Wuhan), 23-26 mai 1927.
- Notre parti et les événements de Canton*. (Une collection de rapports et de documents) Pékin, juillet 1926.
- P'ENG PAI. *Le Mouvement paysan à Haifeng*. Canton, 1926.
- P'ENG SHU-CHIH. *Les Problèmes fondamentaux de la révolution chinoise*, Shanghai, 1928.
- « Résolution politique du plénum de novembre (1927) du C.C. du P.C.C. », *International Press Correspondence*, 26 janvier 1928. (En anglais).
- Le Travail politique du P.C.C. après le VI^e Congrès*. Shanghai, 1929.
- « Rapport sur l'histoire de l'Armée CHU-MAO », *Bulletin Militaire du C.C.*, janvier 1930.
- Résolutions du II^e Congrès du travail*. Canton, 1925.
- Résolutions du VI^e Congrès du P.C.C.* Shanghai, 1928.
- Résolutions du III^e Congrès du travail*. Canton, 1926.
- « Signification et leçons du soulèvement de Canton » (résolution du C.C. du P.C.C., 3 juin 1928) en annexe à CH'Ü CH'IU-PAI, *La Révolution chinoise*.
- YÜEN TAI-YING. *Le K.M.T. et le mouvement ouvrier*. Wuhan, avril 1927.
- Ainsi que la collection de *Hsiang Tao* (Le Guide), l'organe central du P.C.C. et du *Pan-Pacific Worker* (publié en anglais à Hankow).

AUTRES SOURCES

- Administrative Reports of the Hong-Kong Government*, 1925.
- BEALE, Louis et PELHAM, G. Clinton. *Trade and Economic Conditions in China, 1931-33*. Londres, 1933.
- BUCK, J. Lossing. *Chinese Farm Economy*. Shanghai, 1930.
- CHANG, T.C. *The Farmers Movement in Kwangtung*. Shanghai, 1928.
- CHAPMAN, II. O. *The Chinese Revolution of 1926-27*. London, 1928.
- CHEN HAN-SENG. *Agrarian Problems in Southernmost China*. Shanghai, 1936.
- *The Present Agrarian Problem in China*. Shanghai, 1933.
- CHEN TA. *Analysis of Strikes in China from 1918 to 1926*. Shanghai. s. d.
- CLARK, GROVER. *China in 1927*. Pékin, 1927.
- FANG FU-AN. *Chinese Labour*. Shanghai, 1931.
- FONG, H.D. *China's Industrialization, a Statistical Survey*. Shanghai, 1933.
- FUSE, Katsuji. *Soviet policy in the Orient*. Pékin, 1927.
- GANNET, Lewis, S. *Young China*. (Recueil d'articles parus dans *The Nation* (New York) de 1926-27.)
- HOLCOMBE, Arthur N. *The Spirit of the Chinese Revolution*. New York, 1930.
- HU SHIH. *The Chinesse Renaissance*. Chicago, 1933.
- ISAACS, Harold R. *Five Years of Kuomintang Reaction*. Shanghai, 1932.
- LOWE, C.H. *Facing Labour Issues in China*. Shanghai, 1933.
- LYNN, J.C. *Political Parties in China*. Pékin, 1930.
- MALRAUX, André. *La Condition humaine*. Paris, 1933.
- *Les Conquérants*. Paris, 1928.
- PASVOLSKY, L. *Russia in the Far East*. New York, 1922.
- Peasant Movement in Kwangtung*. Report of the peasant department of the Kuomintang. Canton, octobre 1925.
- Programm of the Kuomintang*. 1^{er} congrès national du K.M.T., Canton, 1924.
- RANSOME, Arthur. *The Chinese Puzzle*. Londres, 1927.
- REMER, G.F. *Foreign Investments in China*. New York, 1933.
- *The Foreign Trade of China*. Shanghai 1926.
- Shanghai Municipal Police Annual Report*, 1925, 1926, 1927.
- SOKOLSKY, George. *Tinder Box of Asia*, New York, 1933.
- L'auteur était en relations et à certains moments employé par diverses fractions du K.M.T. Il écrivit également pour la presse britannique à Shanghai, et plus tard pour la presse collaborant avec les Japonais.
- Strikes and Lock-outs in Shanghai, since 1918*, Bureau of social affairs, Shanghai, 1933.
- SUN YAT-SEN. *The International Development of China*. New York, 1922.
- *Memories of a Chinese Revolutionnary*. Londres, 1927.
- *San Min Chu Yi* (le Triple Dénisme). Shanghai, 1927.
- TANG LEANG-LI. *The Inner History of The Chinese Revolution*. Londres, 1930.
- Relation par l'historiographe de Wang Ching-wei de l'histoire de cette période.

- TAO, L.K. et LIN, S.H. *Industry and Labour in China*. Peiping, 1931.
- TAWNEY, R.H. *Land and Labour in China*. New York, 1932.
- TSUI SHU-CHIN, « L'influence de l'entente Canton-Moscou sur la philosophie politique de Sun Yat-sen », *Chinese Social and Political Science Review* (Peiping), avril-octobre 1934.
- TYAU, M.T.Z. *China Awakened*. New York, 1922.
- WANG, TSI C. *The Youth Movement in China*. New York, 1928.
- Whampoa Yearbook*, Canton, décembre 1925.
- WIEGER, père Leon, *La Chine moderne*. 8 vol. Siensien, Hopei, 1931-32.
- Recueil extrêmement utile de coupures de presse traduites du chinois en français avec des extraits en caractères du texte original.
- WITFOGEL, Karl. *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas*. Leipzig, 1931.
- *Le Despotisme oriental*, Paris, 1964.
- WONG (sic) CHING-WEI. *China and the Nations*, New York, 1927.
- WONG YIN-SENG. *Les Réquisitions et la paysannerie en Chine du Nord*, Shanghai, 1931. (En chinois).
- WOO, T.C. *The Kuomintang and the future of the Chinese Revolution*, Londres, 1928.

Les collections de différents quotidiens chinois. Entre autres :

- Le *Shun Pao* (Le journal du Huangp'u) Shanghai.
- Le *Sin Wen Pao* (Les Nouvelles) Shanghai.
- Le *Chen Pao* (Le Matin) Pékin.
- Le *Ta Kung Pao* (l'Impartial) Tientsin.
- Le *Min Kuo Jih Pao* (Le Quotidien National) Tientsin.

Ainsi que les journaux suivants de langue anglaise :

- Le *People's Tribune* et le *Chinese Correspondence* (deux organes officiels du K.M.T., édités à Hankow).
- Le *Hankow Herald*.
- La *China Weekly Review* (Shanghai) revue américaine bien documentée.

La presse britannique :

- North China Herald*; *North China Daily News*; *Shanghai Times*.
- La *China Press*; la *Shanghai Municipal Gazette*; le *Chinese Economic Journal*; la *Chinese Political and Social Science Review* (Pékin).
- Le *China Year Book*, publié à Shanghai sous auspices britanniques, contient des informations extrêmement précieuses quoique tendancieuses dans ses livraisons de 1926 et 1927-28.
- Le *New York Times* et *New York Tribune* publièrent quelquefois des textes intéressants.